



Le peuple doit pouvoir participer aux processus politiques

04. FÉVRIER 2020 - 10:55



La DDC a atteint ses objectifs, selon son directeur Manuel Sager (archives).

KEYSTONE/PETER KLAUNZER

(sda-ats)

Le droit à la parole est essentiel au processus politique. La population doit pouvoir participer afin de trouver des solutions acceptables de tous, a expliqué mardi le directeur du développement et de la coopération (DDC) Manuel Sager lors de la conférence annuelle.

En Suisse, la participation de la population est normale. Mais ce n'est pas partout le cas.

La bonne gouvernance est un catalysateur pour tous les aspects du développement, a indiqué Andrea Iff, chargée du programme gouvernance. Elle permet de construire la confiance et de prévenir les conflits.

En 2019, la DDC a investi 212 millions de francs dans des projets dont la gouvernance était l'objectif principal. Environ 606 millions ont été attribués pour soutenir la gouvernance dans un secteur précis.

E-gouvernement en Ukraine

En Ukraine, la DDC collabore à la création d'une administration électronique dans laquelle les habitants peuvent s'exprimer en ligne. Ceux-ci ont par exemple pu discuter du budget de leur commune.

Des bureaux mobiles ont été créés afin de se rendre auprès des citoyens pour des questions administratives. Le but est d'offrir plus de transparence, moins de corruption et des meilleurs services pour les citoyens. Par ailleurs, ces projets ont permis de soutenir des entreprises de technologies locales, a souligné Mme Iff.

En Tanzanie, la DDC soutient cinq organisations de la société civile dans l'intégration des citoyens. Des changements importants ont été constatés dans les services concernant l'eau, la formation et les services de santé. Plusieurs lois ont été influencées en faveur des citoyens.

La radio

L'accès à l'information est un facteur essentiel à la participation des habitants d'un pays ou d'une région. La DDC soutient, grâce à la fondation Hirondelle un journalisme responsable lors des situations de crise, après la fin d'un conflit ou lors d'un changement démocratique.

Au Mali, le studio Tamani offre un accès dans les cinq langues principales. Un rendez-vous quotidien est proposé avec l'information, a expliqué Philippe Bovey, secrétaire général de la fondation. Et un grand dialogue de 45 minutes est diffusé. Ce format reprend une information de la journée et créer un espace de dialogue avec deux invités.

Au Centrafrique aussi, la radio est un moyen de dialogue entre la population et les autorités. Des problèmes concrets comme le manque d'eau ou les enjeux sociaux sont abordés. Les formats comme les microtrottoirs permettent aussi de faire réagir le gouvernement aux interrogations de la population.

La radio introduit la culture du débat. Les habitants sont régulièrement en contact avec des émissions de dialogue et se rendent compte que le débat avec le gouvernement est

possible.

Education, climat et migration

La DDC soutient l'éducation, la santé, les infrastructures, les problèmes liés au changement climatique et à la migration. Pour les années 2017 à 2020, elle a atteint la majorité de ses objectifs, s'est réjoui Manuel Sager.



SWI swissinfo.ch, a branch of the Swiss Broadcasting Corporation

